

Convention d'intervention aux abords de station Velib'

Référence :

Entre le demandeur :

Adresse

Personne référente :

Nom – Prénom :

N° de téléphone :

Adresse postale

Email :

Et le Syndicat Mixte Autolib' Velib' Métropole

82 boulevard de Sébastopol 75003 Paris

Concernant la station Velib' XXXX située adresse.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P),

Vu les statuts du syndicat notamment l'article 2.2 relatif à la compétence optionnelle portant sur l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de vélos en libre-service dénommé « Velib' »,

Vu la convention de superposition d'affectations du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la commune de XXX et le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole en date du XX/XX/20XX,

Vu les délibérations VM 2019-06 et VM 2021-XX portant sur les dispositions financières liées à la neutralisation, dépose et/ou repose de stations Velib',

Vu la demande de la commune en date du XX/XX/20XX de procéder à une fermeture ou au déplacement de la station mentionnée ci-dessus, conformément à l'article 6.2 de la convention de superposition d'affectation du domaine public, de financement et de gestion des relations entre la commune et le Syndicat mixte Autolib' et Velib' Métropole,

Vu la permission de voirie / autorisation de stationnement prescrite par la commune en date du XX/XX/20XX jointe en annexe,
/ OU /

Vu le procès-verbal de réunion d'ouverture de chantier réalisé par la commune en date du XX/XX/20XX joint en annexe,

Contexte :

Le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, auquel adhère la commune de XXX et sur le territoire de laquelle est implantée la station susmentionnée et précisée à l'article 2.1 de la présente convention, exploite un service de vélos mécaniques et électriques destinés à améliorer les déplacements.

Le système de vélos en libre-service répond au fonctionnement des services publics de transport maillés. Son efficience répond à la double exigence d'un maillage correctement établi et d'un dimensionnement des stations correspondant aux besoins des usagers.

Lexique :

L'*opérateur* est l'entreprise Smovengo, mandatée par le Syndicat pour mettre en œuvre le système de vélos en libre-service Velib' sur le territoire métropolitain dans le cadre d'un marché public.

La *neutralisation* d'une station porte sur le maintien des bornes et l'installation de bloqueurs pour la rendre inaccessible temporairement aux usagers.

La *dépose* d'une station porte sur la suppression de tout ou partie de la station pouvant aller jusqu'à la suppression des massifs d'ancrage.

La *réimplantation* d'une station comprend la réinstallation totale ou partielle des points d'accroche Velib' et réseaux afférents sur le site initial ou sur une nouvelle localisation à proximité avec dans ce cas, la conclusion obligatoire d'une convention d'occupation du domaine public avec la collectivité concernée.

La *date de début* constitue le point de départ de l'intervention du demandeur. Cette date n'est pas modifiable une fois la convention signée.

La *date de fin maximale*, représente la date butoir au-delà de laquelle tout retard entraîne des pénalités telles que définies à l'article 4.3 de la présente convention.

La *date de fin réelle*, définie à l'article 3.3 de la présente convention, constitue le point d'arrêt calendaire de fin des travaux.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques et financières des impacts de l'intervention du demandeur sur la station précisée à l'article 2.1 de la présente convention et ses obligations.

L'intervention du demandeur interdit l'usage partiel ou total de la station concernée. Elle oblige aussi à une intervention préalable pour rendre inopérante tout ou partie de la station et le cas échéant pour permettre la continuité de son fonctionnement.

Article 2 – Nature et étendue de l'intervention sur la station Velib'

2.1- Station XXXX

Cette station est située ADRESSE et compte XX points d'accroches, un totem et éventuellement un mât-relais.

2.2- Nature de l'intervention

La nature de l'intervention est la suivante :

	<input type="checkbox"/> Neutralisation	<input type="checkbox"/> Dépose
De	<input type="checkbox"/> Totem	<input type="checkbox"/> Tous les points d'accroche <input type="checkbox"/> Des points d'accroche ... à ...
Avec	<input type="checkbox"/> Conservation des massifs	<input type="checkbox"/> Suppression des massifs

Cette intervention donnera lieu à :

- ☐ Une réimplantation de ... points d'accroche à l'emplacement concerné
- ☐ Création et dépose d'une station provisoire de points d'accroche
- ☐ Réimplantation d'une station de remplacement de ... points d'accroche
- ☐ Sans objet

L'annexe 3 à la présente convention définit les dates de début et de fin maximale de cette intervention. Ces délais comprennent la réalisation des éventuels travaux sur la station par le Syndicat, avant et après la période nécessaire aux opérations du demandeur.

Article 3 – Modalités de l'intervention sur la station concernée

3.1 – Période de préparation

- En cas de neutralisation, la demande doit être faite suffisamment tôt et la convention signée au moins 5 jours francs avant la date de début.
- En cas de dépose, la demande doit être faite suffisamment tôt et la convention signée au moins 3 mois avant la date de début.

3.2- Accord de la collectivité sur le territoire de laquelle est implantée la station

L'autorisation d'implantation (permission de voirie / autorisation de station / procès-verbal de réunion de chantier ou équivalent) sur le lieu de la station concernée est annexée à la présente convention.

- En cas de neutralisation, l'autorisation d'implantation doit être envoyée conjointement à la présente convention, qui ne peut pas être valablement signée sans cet élément
- En cas de dépose, l'autorisation d'implantation doit être envoyée au moins 1 mois avant la date de début d'intervention souhaitée

En cas de retard ou d'absence d'envoi de cette autorisation dans le cas d'une dépose, la station sera neutralisée à la date de début indiquée à l'annexe 3. A réception de cette autorisation, l'intervention pourra avoir lieu un mois après. Ce décalage ne modifie pas la date de fin maximale, sauf accord préalable entre les parties conclu par avenant à la présente convention signé avant la date de début.

3.3 Information de la fin des travaux

En fonction de l'avancement de son chantier, le demandeur a la possibilité de remettre l'emprise d'une station au Syndicat à une date antérieure à celle indiquée dans l'annexe 3. Dans ce cas, il s'oblige à informer le Syndicat à l'adresse mail exploitation.velib@autolibvelibmetropole.fr :

- 7 jours francs dans les cas de neutralisation
- 21 jours francs dans les cas de dépose

La nouvelle date indiquée par le demandeur se substituera en tant que « date de fin réelle » à la date de fin maximale indiquée dans l'annexe 3.

Dans tous les cas, la date de fin réelle ne saurait être ultérieure à la date de fin maximale, sous peine d'application de pénalités telles que décrites à l'article 4.3.

3.4- Période de remise en état

A la fin des opérations du demandeur, une période de fermeture complémentaire à la remise en service de la station est nécessaire.

Elle est fixée :

- 1 jour franc dans les cas d'une neutralisation,
- 14 jours francs dans les cas d'une dépose et repose au même endroit,
- 30 jours francs dans les cas où le totem de la station est supprimé puis reposé au même emplacement,
- 0 jour dans les cas d'une dépose et repose sur un autre emplacement.

Article 4 – Prix et modalités de paiement

4.1- Modalités de détermination des coûts induits par l'intervention sur la station concernée

Le coût hors taxe d'une neutralisation, dépose et réimplantation, détaillé en annexe 2 à la présente convention, s'établit de la façon suivante :

1. Le coût des interventions des prestations techniques telles que définies à l'article 2 ;
2. A cela s'ajoutent les indemnités suivantes, suivant les configurations. Ces indemnités couvrent les coûts directs et indirects à la charge du Syndicat induits par cette intervention ainsi que les mesures d'information et de régulation à mettre en place.

Neutralisation d'une station :

- Dans le cas où l'accès au totem de la station est impossible pendant l'intervention, une indemnité forfaitaire de 5€ hors taxes par jour calendaire correspondant à la neutralisation des services dispensés par le totem (appel au centre de relation clients, visualisation de la carte des stations et détermination d'un itinéraire, achats de pass, ...).
- Dans le cas où des points d'accroches sont indisponibles pendant l'intervention et que le totem reste fonctionnel, une indemnité forfaitaire de 85 € hors taxes par jour calendaire au prorata du nombre de points d'accroche indisponibles sur le total de la station.
- Il est à noter qu'en-dessous de 8 points d'accroche disponibles, le fonctionnement de la station ne peut être assuré et l'ensemble des points d'accroche sera indisponible. L'intégralité de la station sera alors neutralisée et les indemnités forfaitaires pour le totem et les points d'accroches se cumulent.

Il est à noter que la suppression du totem entraîne la fermeture totale de la station.

- Dépose et repose d'une station :
 - Dans le cas où l'intégralité de la station est déposée et déplacée sur un autre emplacement (qu'il soit provisoire ou définitif), les indemnités prévues précédemment s'appliquent pour une durée de 90 jours, c'est-à-dire le délai de mise en service au public de cette nouvelle station.
 - Dans le cas où des points d'accroche sont déposés et déplacés sur un autre emplacement (qu'il soit provisoire ou définitif), les indemnités prévues précédemment s'appliquent pour une durée de 90 jours, c'est-à-dire le délai de mise en service au public de ces nouveaux points d'accroche.

Au vu de l'intervention détaillée à l'article 2-2 et des coûts induits, le coût total est arrêté à la somme de€ hors taxes et hors frais complémentaires (dépôt de garantie éventuel et taux définitif de révision des prix et frais de gestion du Syndicat).

4.2 Frais complémentaires :

4.2.1 Dépôt de garantie

Pour les neutralisations dépassant sept jours calendaires un dépôt de garantie de 5 000 € TTC sera demandé. Il sera restitué après la remise en service conforme de la station neutralisée en tenant compte du constat réalisé par l'opérateur pour le compte du Syndicat lors de la prise et remise d'emprise (photos avant après) tel que précisé à l'article 5.

4.2.2 Révision des prix

Les prix de l'annexe n°2 sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de février 2017.

Les prix sont révisables annuellement au 1^{er} janvier par application de la formule suivante :

$$P_n = P_0 * \left[0,1 + 0,9 * \left(0,6 * \frac{ICTrev - TS - IME_n}{ICTrev - TS - IME_0} + 0,4 * \frac{MIG EBIQ_n}{MIG EBIQ_0} \right) \right]$$

P₀ correspond au montant annuel en valeur date du mois de février 2017

P_n correspond au montant annuel révisé pour l'année « n »

ICTrev-TS-IME 0 correspond à la valeur de référence, au mois M₀, de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183), M₀ étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois d'octobre 2016, publié le 9 janvier 2017, égal à 118.1.

ICTrev-TS-IME n correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (identifiant : 001565183).

MIG EBIQ 0 correspond à la valeur de référence, au mois M₀, de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 001652129), M₀ étant l'indice en vigueur en février 2017 soit l'indice du mois de novembre 2016, publié le 21 décembre 2016, égal à 105.5

MIG EBIQ n correspond à la valeur - du mois d'octobre précédent l'année « n » considérée - de l'indice mensuel de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché - Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements publié par l'INSEE (identifiant : 010534841)

Le coefficient final de variation de prix est calculé sur la base de la sixième décimale et arrondi au millième inférieur. Exemple : Pour 1,034001, le coefficient est arrondi à 1,034.

4.2.3 Frais de gestion

Les frais de gestion du syndicat mixte Autolib' Velib' Métropole sont facturés à hauteur de 5% du montant total hors taxe actualisé hors dépôt de garantie.

4.3- Retard dans la remise du site à l'issue des opérations du demandeur

En cas de retard dans la remise du site au Syndicat, le demandeur s'engage à payer une pénalité correspondant à 50€ hors taxe par jour de retard qui s'ajoutera au montant des pertes d'exploitation relatives à la fermeture des équipements pour les jours de fermeture dépassant la date de fin maximale prévue de la convention.

4.4 Annulation de la convention par le tiers demandeur

Dans le cas d'une dépose, toute demande d'annulation de la prestation à l'initiative du demandeur dans le mois précédent la date de début de la convention entraînera la facturation des frais réels engagés par l'opérateur Smovengo majorés des frais de gestion mentionnés à l'article 4.2.3.

4.5- Modalités de paiement

La demande ne sera prise en compte qu'à la signature de la présente convention dûment complétée, signée et accompagnée d'un SEPA.

La mise en recouvrement des sommes à payer définies à l'article 4.1 sera faite par le Syndicat dès signature de la convention et au plus tard au début de la période de préparation prévue à l'article 3.2. Un décompte définitif sera établi avec le taux de révision définitif avec le bilan financier prévu à l'article 6 de la présente convention.

Article 5 – Etat des lieux

5.1- Etat des lieux préalable à la prise de site par le demandeur

Au moment de l'intervention de l'opérateur Smovengo, un état des lieux sera réalisé par celui-ci avec la prise de photographies afin de noter l'état du mobilier restant sur place avant l'intervention du demandeur. L'état des lieux sera alors transmis au demandeur par voie électronique avec accusé de réception. Passé le délai de 2 jours ouvrés suivant la prise de site par le demandeur, l'état des lieux réalisé par l'opérateur sera considéré comme conforme.

Dans le cas où l'ensemble du mobilier de la station doit être déposé pour les besoins de l'intervention du demandeur, cet état des lieux n'est pas réalisé.

Le demandeur a la possibilité, à son initiative et ses frais exclusifs, de réaliser ou de faire réaliser (huissier, référé préventif, etc) un état des lieux du mobilier laissé sur place. Dans ce cas, l'état des lieux réalisé par le demandeur doit être transmis dans un délai de 24 heures à l'adresse courriel exploitation.velib@autolibvelibmetropole.fr après la prise de site.

Dans le cas où l'état des lieux réalisé par le demandeur serait différent de l'état des lieux réalisé par l'opérateur Smovengo, le Syndicat organisera un constat contradictoire mentionné à l'article 5.3.

5.2- Lors de la remise de l'emprise au Syndicat

Au moment de la remise en service par l'opérateur des équipements laissés en place, un état des lieux sera réalisé par prises de photographies afin de comparer l'état du mobilier restant sur place après l'intervention du demandeur. L'état des lieux sera alors transmis au demandeur par voie électronique avec accusé de réception. Passé le délai de 2 jours ouvrés suivant la date de fin d'intervention du demandeur, l'état des lieux réalisé par l'opérateur sera considéré comme conforme.

Le demandeur a la possibilité de réaliser ou de faire réaliser (huissier, référé préventif, etc), à son initiative et ses frais exclusifs, un état des lieux du mobilier laissé sur place après son intervention. Dans ce cas l'état des lieux réalisé par le demandeur doit être transmis dans un délai de 24 heures à l'adresse courriel exploitation.velib@autolibvelibmetropole.fr après la fin de son intervention.

Dans le cas où l'état des lieux réalisé par le demandeur serait différent de l'état des lieux réalisé par l'opérateur, le Syndicat organisera un constat contradictoire mentionné à l'article 5.3.

5.3- Constat contradictoire

Dans le cas où les états des lieux réalisés par l'opérateur et le demandeur présentent des divergences, le Syndicat organisera un constat contradictoire auquel le demandeur s'engage à participer. Le demandeur sera convoqué par l'envoi d'un mail 2 jours ouvrés avant la tenue de ce constat. A cette occasion, sera complété le formulaire « constat contradictoire de prise de site ».

Ce rendez-vous aura lieu sur la période définie à l'annexe 3 de la présente convention.

Dans le cas où le demandeur dument convoqué ne participerait pas à la réunion de constat contradictoire, le Syndicat procèdera unilatéralement au constat, qui sera considéré comme contradictoire. Si le demandeur souhaite formaliser le constat contradictoire (huissier, référé préventif...), tous les frais engagés seront à sa charge.

5.4- Écart entre les constats de prise de site et de remise d’emprise

Le demandeur s’engage à prendre en charge financièrement la remise en état des équipements constatés (écarts entre l’état des lieux de prise de site et celui de remise d’emprise ou avec un constat contradictoire le cas échéant) sur la base des frais réels engagés par l’opérateur Smovengo majorés des frais de gestion mentionnés à l’article 4.2.3. tarifs ?

Article 6 – Durée de la convention

La durée de la convention s’étend de la signature de la convention, préalable à toute période de préparation jusqu’à la remise de l’emprise conforme et au remboursement total ou partiel du montant du dépôt de garantie.

Toute modification de la durée de neutralisation ou de ses modalités se fera par avenant à la présente convention avec ajustement des couts afférents.

Article 7 – Fin de la convention - Litiges relatifs à la présente convention

Suite aux états des lieux : un bilan financier sera établi faisant apparaitre le solde à payer et transmis par le Syndicat au demandeur. Les frais financiers restant seront déduits du dépôt de garantie et si nécessaire le solde mis en recouvrement sous 8 jours. Le cas échéant, le dépôt de garantie ou son solde seront remboursés sous 8 jours.

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l’application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Fait le _____ à _____

Le demandeur

le syndicat représenté par

Ghislaine Geffroy

Directrice générale